



Madame, Monsieur,

Les membres de l'association "Les Aînées pour la protection du climat" ont décidé aujourd'hui de refuser la décision du DETEC et de continuer leur action en justice devant le Tribunal administratif fédéral. Retrouvez dans ce courriel notre communiqué de presse à ce sujet

Meilleures salutations,

Anne Mahrer, co-présidente, +41 79 249 72 17

Communiqué

Climat: l'action en justice des Aînées pour la protection du climat se poursuit au tribunal administratif fédéral.

Berne, mardi 23 mai 2017. Les Aînées pour la protection du climat iront au Tribunal administratif fédéral (TAF). 700 femmes âgées attaquent le département de Doris Leuthard. Elles sont persuadées que les autorités contreviennent à la Constitution et à la Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH). Les Aînées cherchent à imposer le droit fondamental pour la santé, pour elles-mêmes et pour les générations futures. En tant que femmes âgées, elles sont plus durement touchées par les conséquences du réchauffement climatique.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire des Aînées pour la protection du climat, les femmes présentes ont décidé de poursuivre leur action en justice en déposant un recours auprès du TAF. L'objectif est d'obliger le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) à examiner sérieusement les arguments et les exigences formulées par les Aînées. Le recours sera déposé vendredi 26 mai au TAF à Saint-Gall à 12:45.

"Les femmes âgées sont plus touchées dans leur santé. Pourtant la Suisse n'en fait pas assez en matière de protection du climat. C'est pourquoi nous nous rendons devant les tribunaux en tant que victime directes", déclare Rosmarie Wydler-Wälti, co-présidente des Aînées pour la protection du climat.

En novembre 2016, 539 femmes âgées ont déposé une requête auprès de la Confédération afin de défendre le droit fondamental à la santé. Le DETEC a refusé d'entrer en matière. "Nous avons le droit à un jugement équitable et nous sommes donc particulièrement déçues de l'attitude de Doris Leuthard", ajoute Anne Mahrer, co-présidente des Aînées pour la protection du climat. "Son département a refusé d'entrer en matière sur nos arguments. Nous avons décidé de lister les manquements des autorités et de documenter les conséquences graves qu'ils ont pour les femmes âgées."

Pour les Aînées pour la protection du climat, la politique climatique menée par Conseil fédéral et les autorités contrevient au principe de développement durable (Article 73 de la Constitution fédérale), à celui de la prévention en matière de protection de l'environnement (art.74, al. 2) tout comme au droit à la vie (Art. 10). Il contrevient également aux droits à la vie, à la santé, et à l'intégrité corporelle tel qu'ils sont défendus dans la Convention européenne des droits de l'Homme (Articles 2 et 8 de la CEDH).

Plus de 700 femmes âgées soutiennent dorénavant l'action en justice et sont membre de l'association Aînées pour la protection du climat. Les membres sont en moyenne âgés de plus de 75 ans. Ces personnes sont particulièrement exposées aux conséquences du réchauffement climatique. L'augmentation des phénomènes de canicule entraîne des problèmes cardiaques et circulatoires et, dans les cas extrêmes, des déshydratations, des coups de chaleurs et des pertes de connaissances.

Plus d'informations:

- Anne Mahrer, co-présidente, +41 79 249 72 17
- Dr. Raphaël Mahaim, avocat des Aînées pour la protection du climat, +41 79 769 70 33

Photos: Miriam Künzli <https://www.dropbox.com>

Aînées pour la protection du climat

Secrétariat de l'association

Mail : info@klimaseniorinnen.ch

Téléphone : 044 447 48 44.

www.ainees-climat.ch